

LA « PRODUCTION MIGRATOIRE », DANS L'INTERFACE VILLES-CAMPAGNES AU SEIN DU TIERS MONDE PAUVRE : L'EXEMPLE MALGACHE

par
J.M. HOERNER (*)

Certes le tiers monde reste un concept unitaire peut-être plus théorique que réel (cf. Y. Lacoste, 1980) mais il est de plus en plus difficile de nier l'existence de plusieurs « tiers mondes », même si cette nouvelle conception recoupe souvent des attitudes anti-tiers-mondistes (S. Brunel *et al.*, 1987). C'est ainsi qu'aux côtés des pays pétroliers, des nouveaux pays industriels (Npi) voire de plusieurs pays dits intermédiaires qui constituent ensemble les Etats les plus favorisés du tiers monde, il existe un groupe de pays beaucoup plus pauvres, parfois même en voie de paupérisation, tels que les Pma (Pays les Moins Avancés). Madagascar qui me sert plus particulièrement d'exemple ici, appartient à la seconde catégorie bien que sa situation économique et sociale ne soit pas aussi catastrophique que celle d'autres Etats.

La paupérisation dans le tiers monde pauvre est avant tout un phénomène urbain, ce qui renverse beaucoup d'idées acquises telles que la disparité des revenus entre la ville et la campagne au profit des citadins. En fait, il ne s'agirait pas d'un retournement de tendance mais plutôt d'une certaine continuité dans la mesure où les migrants qui constituent les bataillons de la misère dans les grandes villes sont très souvent à l'origine des ruraux placés dans une situation précaire. Le rôle des migrants dans l'expansion urbaine est en tout cas déterminant ; c'est ce qui me conduit à proposer cette réflexion.

Dans le tiers monde pauvre, l'exode rural qui « contribue d'une certaine façon à ruraliser les villes » (J.B. Charrier, 1988), hâterait leur décadence économique, au moins relative. P. Bairoch (1985) a raison de prétendre que le « problème clé du tiers monde est celui de la course entre la population et l'économie » ; autrement dit, le gonflement des villes de plus de 5 % par an n'est plus l'un de leurs atouts. Le secteur moderne stagne ou régresse à peu près partout et le secteur informel ou non structuré traduit en premier lieu une logique d'autosubsistance.

(*) Maître de conférences à l'Université de Madagascar.

Cependant, les villes du tiers monde pauvre qui ne cessent de s'étendre en vidant les campagnes, pourraient se retrouver au coeur de nouvelles stratégies économiques et sociales originales, qui permettraient la survie des groupes à une échelle plus grande. C'est pour ces raisons que, dans le cadre de « régions migratoires » à délimiter, je propose le concept de « production migratoire » pour définir les stratégies de ces néo-migrants définitifs, pseudo-définitifs, saisonniers, temporaires, néo-ruraux, « pendulaires » qui investissent la ville sans se couper totalement de leurs villages familiaux ou en s'assurant de nouvelles bases en milieu rural.

DE L'EXODE RURAL, FACTEUR PRINCIPAL DE « L'IMPLOSION URBAINE » A LA DELIQUESCENCE DES FONCTIONS MODERNES DES VILLES

« L'implosion urbaine », expression subtile de Y. Lacoste, traduit mieux ce que l'on veut démontrer que « l'explosion urbaine » malgré un paradoxe apparent. Ainsi, davantage par le solde migratoire que par l'excédent naturel qui, lorsqu'il est fort, reste lié de toute façon au grand nombre de ruraux déracinés qui migrent vers les villes, les centres urbains craquent de l'intérieur pour propager leur onde démographique vers le péri-urbain après avoir démesurément grossi les quartiers d'habitat spontané *intra-muros*. La marée rurale qui déferle vers les villes en *rural-urban continuum* contribue donc en grande partie aux quelque 40 millions de citadins nouveaux chaque année dans l'ensemble du tiers monde qui compte environ deux milliards de citadins aujourd'hui. A Madagascar, le taux d'urbanisation qui n'était que de 17 % en 1975 (à peine 1,3 million d'urbains) devrait atteindre les 37 % en l'an 2000 avec plus de 5,5 millions de population urbaine. Dans la mesure où l'on sait que le solde naturel des villes malgaches varie de 2 ou 3 % par an, il faudrait donc admettre un solde migratoire annuel de plus de 6 % environ ! Certes, ces prospectives peuvent être exagérées, de même qu'il faut également tenir compte des processus d'urbanisation au sein des campagnes (1). Cependant, quelle que soit son ampleur, le phénomène migratoire, constitué surtout par les mouvements villes-campagnes et accessoirement par les départs des petites villes vers les plus grandes ou les migrations intra-urbaines (fonctionnaires, employés divers), reste largement déterminant, et on doit le rapprocher de la *bidonvillisation* qui est tout aussi spectaculaire. N. Cannat (1987) rappelle ainsi qu'« un quart peut-être de la population mondiale, soit largement plus d'un milliard de personnes, vit dans les taudis au coeur des villes ou dans d'immenses zones d'habitat spontané ».

(1) G. Courade et M. Bruneau qui étudient les processus d'urbanisation dans les campagnes du tiers monde distinguent « l'urbanisation diffuse », notamment perceptible dans les plantations, la « pseudo-urbanisation » avec l'apparition de gros bourgs dans les zones aménagées (Ambahikily et Tanandava par exemple dans le Bas-Mangoky, sud-ouest de Madagascar) et parfois « la mise en place d'un réseau urbain » à partir d'un réseau urbain antérieur ou en relation avec de fortes densités rurales.

L'exode rural *lato sensu* qui existe depuis le début du siècle et notamment la forte expansion des villes coloniales, s'est beaucoup accéléré ces dernières années. Nous citerons les exemples de Tulear, Morondava et Tananarive pour illustrer ces évolutions remarquables.

A Tulear, selon B. Koto (2) près de 55 % de la population urbaine s'est installée après 1980 et seulement un ménage sur cinq vivait à la ville avant 1960. La part de l'exode rural, originaire notamment de l'arrière-pays et de l'Extrême Sud (Mahafaly et Androy) est largement majoritaire dans les courants migratoires. Une analyse plus précise des motivations des migrants révèle, outre les quelque 20 % qui reçoivent une affectation généralement interurbaine et ne participent donc pas au courant rural-urbain, le rôle majeur de la famille déjà résidente à Tulear (plus de 50 %) ; « l'attrait de la ville » ou « la vie difficile à la campagne » concerne à peine 15 % des migrants. Enfin, cette population migratoire à majorité mahafaly, réside, pour plus de 90 % d'entre elle, moins de deux années de suite à Tulear. Comme la population urbaine croît environ de 8 % par an et en tenant compte du solde naturel de 3 %, il faut admettre une sorte de roulement migratoire positif qui ne peut que s'inscrire dans des stratégies sociales et économiques originales (3). A ce propos, on mentionnera que la quasi-totalité des migrants (plus de 90 %) conservent soit un habitat soit des terres dans leur région d'origine.

A Morondava, les migrants qui constituent 70 % de la population urbaine se sont installés aussi très récemment : près des deux-tiers après 1970 et près d'un tiers après 1980. Mais l'origine urbaine de ces migrants est plus nette qu'à Tulear, soit à plus de 30 %, surtout en provenance des villes des Hautes Terres ; ce qui se traduit tout d'abord, au niveau des motivations, par le souhait d'un emploi urbain, celui de rejoindre la famille résidente venant bien après. Par ailleurs, la durée des migrations, même pour celles qui ont eu lieu après 1980, est beaucoup plus longue, beaucoup d'entre elles devant être considérées comme quasi définitives.

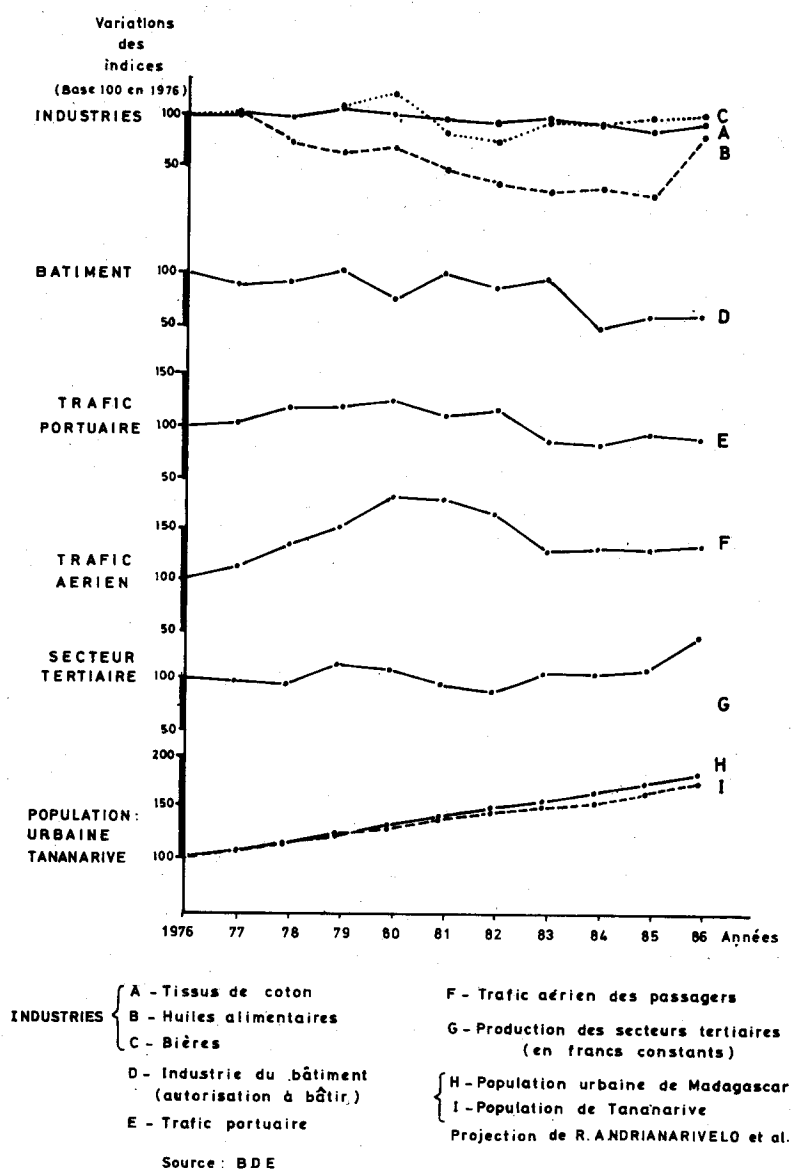
A Tananarive, une synthèse proposée par J. Ramamonjisoa *et al.* (1985) confirme, avec des nuances intéressantes à souligner, la jeunesse et l'importance de l'apport migratoire. Il faut préciser que ces auteurs qui s'intéressent plus particulièrement à la plaine urbaine de la capitale, opposent les trois *fokonolona* (4) non *bidonvillisés* aux neuf autres qui le sont assez nettement. Les soldes migratoires y

(2) Rapport de soutenance de Dea, non édité, 1989.

(3) Si l'on se réfère à la pyramide des âges de Tulear, les plus de 18 ans représentent plus de 50 % de la population, soit de 50 à 60 000 personnes. Or, aux dernières élections présidentielles du 12 mars 1989, il n'y avait que 29 000 inscrits ! Outre les quelques milliers d'électeurs potentiels qui ont oublié de s'inscrire, il y a probablement quelque 20 000 habitants de plus de 18 ans qui, de par leur résidence trop temporaire, ne se sont pas sentis concernés : les néo-migrants « circulaires » (Cf. voir plus loin).

(4) Ici, des « communautés » de base politico-administrative de quartier.

FIGURE 1: LA DELIQUESCENCE DU SECTEUR MODERNE
ET L'IMPLOSION URBAINE A MADAGASCAR
(INDICES 1976 - 1986)



sont très différents : de 1977 à 1984, + 5 % par an dans le premier cas mais + 13 % par an dans le second. Les migrants, très jeunes dans l'ensemble (50 % de moins de vingt ans), viennent essentiellement de l'Imerina rural ; si à plus de 60 % ils ont un emploi permanent, leur habitat reste très précaire et très malsain pour la grande majorité. Enfin, contrairement à Morondava et surtout à Tulear, « la plus grosse vague est arrivée entre 1977 et 1980 », le mouvement s'étant beaucoup ralenti depuis cette période (5).

Cette expansion urbaine considérable d'essence migratoire dans la plupart des Etats du tiers monde pauvre tels que Madagascar, ne correspond pas à une évolution similaire des activités modernes des villes. Dans une thèse consacrée à l'artisanat et au petit commerce de la Côte-d'Ivoire, B. Lootvoet (1988) constate que « le taux d'emplois modernes (rapport emplois modernes / population urbaine d'âge actif) s'établit à 20,1 % en 1980, 16,7 % en 1985 et 15,3 % en 1990 » (projection). Certes, cette notion d'emplois modernes apparaît très restrictive à tel point d'ailleurs que l'on estime qu'aux Etats-Unis, par exemple, pays pourtant très industriel, il y aurait 30 % d'emplois non déclarés : il s'agit bien sûr du fameux travail « au noir » ! Autant dire que beaucoup d'emplois qui échappent au secteur moderne en théorie, concernent pourtant la réparation des voitures, le bâtiment, etc., ou s'inscrivent dans des circuits commerciaux qui, à première vue, n'ont rien d'illégal... En outre, dans le secteur moderne du tiers monde, G. Massiah et J.F. Trébillon (1988) font justement remarquer que « le salariat se développe surtout par la croissance du secteur improductif (...) qui comprend les salaires étrangers, le tourisme et les fonctionnaires ». Il n'empêche que pour ne pas tomber dans une querelle d'écoles, on se contentera d'opposer simplement le secteur moderne au « circuit inférieur » des emplois non déclarés, plus ou moins assimilé au secteur informel ou non structuré (Cf. la seconde partie). Et, sur cette base, on constate que les industries et le tertiaire moderne sont très loin de vivre l'expansion démographique des villes du tiers monde pauvre.

A Madagascar, le graphique de la figure I demeure ainsi très explicite. Alors que l'ensemble des villes malgaches ou Tananarive voient leur population s'accroître régulièrement de 9 ou 8 % (projections de R.V. Andrianarivelo et L. Randretsa, 1985), les indices choisis parmi les activités industrielles, le bâtiment, les transports ou le secteur tertiaire déclaré, augmentent faiblement ou stagnent ou même régressent. Le gonflement relatif et tardif du tertiaire, qui est sans doute à relier au développement des activités dites improductives selon la définition donnée ci-dessus, reste quoi qu'il en soit très loin de suivre les courbes ascendantes de l'accroissement des populations urbaines.

A Tulear, par exemple, hormis les commerces contrôlés surtout par la minorité indienne *karana* (J.M. Hoerner, 1987), le secteur moderne n'est guère florissant. Le port, au trafic très déséquilibré aux dépens des sorties, reste à son niveau d'il y a vingt ou trente ans. Les industries sont toutes en crise : on ne compte plus les nouvelles unités qui ferment après quelques années de prospérité relative ou de marasme plus ou moins bien géré ; en 1989, il n'y aurait guère plus de 1 000 emplois industriels à Tulear sur une population active évaluée à plus de 30 000 personnes !

(5) Comme l'écrit M. Camacho, « le phénomène d'exode rural est largement ralenti et l'on assiste au contraire à un repliement sur la campagne d'un certain nombre de néo-citadins qui avaient cru pouvoir réussir socialement en ville ».

La thèse de « l'urbanisation sans développement économique » défendue par P. Bairoch (1985) est tout à fait fondée, notamment pour les pays les plus pauvres tels que ceux d'Afrique par exemple, même si l'on estime - curieux paradoxe - que les pays du tiers monde les plus développés sont ceux qui ont les plus forts taux d'urbanisation (Tableau I).

Tableau I. - *Evolution comparative des indices du Pnb/hab. et du taux d'urbanisation de 1800 à 1980 dans les pays industriels, l'ensemble du tiers monde et l'Afrique (d'après P. Bairoch, 1985).*

Années	Pays industriels		Ensemble T. monde		Afrique	
	Pnb/hab.	Urban.	Pnb/hab.	Urban.	Pnb/hab.	Urban.
1800	100	100	100	100	100	100
1850	150	160	94	100	96	100
1900	237	310	100	110	96	125
1930	417	400	118	143	111	200
1950	562	470	129	198	137	275
1960	757	540	153	242	163	375
1970	1 120	610	182	286	200	500
1980	1 460	640	220	352	211	675

A partir des données du tableau I, en opposant les évolutions parallèles du Pnb/hab. et du taux d'urbanisation, on constate assez nettement que plus les pays sont pauvres (6) ou à tout le moins, plus l'accroissement du produit national par habitant est faible, plus l'urbanisation est forte. « L'évolution comparative des proportions d'emplois industriels et du taux d'urbanisation » (*ibid.*) sur une même période, est tout aussi significative. Dans les pays industriels, alors que le taux d'emplois industriels est pratiquement multiplié par trois (en fait, il stagne fort logiquement depuis une ou deux décennies), le taux d'urbanisation est multiplié par six ; dans le tiers monde, l'écart se creuse davantage entre les deux multiplicateurs qui sont respectivement de 1,3 et 3,5.

De telles évidences conduisent P. Bairoch (1985) à avancer qu'il y aurait en 1980 dans le tiers monde, en comparaison avec l'évolution économique séculaire au sein des pays développés, « une sururbanisation de l'ordre de 40-50 % ». Si cette observation reste très théorique, il n'en demeure pas moins que l'incessant apport migratoire qui gonfle démesurément les villes du tiers monde notamment le plus pauvre, ne s'accompagne pas d'un réel développement économique de ces dernières ; le secteur industriel y est toujours très embryonnaire et le secteur moderne, en général, voit sa part d'emplois se réduire comme peau de chagrin.

(6) En 1980, les Pnb/hab. du tiers monde, de l'Amérique latine, de l'Asie et de l'Afrique sont respectivement de 375, 775 et 285 dollars contre près de 3 000 dollars en moyenne pour celui des pays développés.

Beaucoup d'auteurs font également remarquer que ces villes ne contribuent pas non plus à développer la productivité agricole de leurs campagnes. On comprend en tout cas que les villes du tiers monde pauvre soient davantage considérées comme des « pôles de sous-développement » et imposent à leurs citadins, surtout à ceux qui le sont de fraîche date, des stratégies d'adaptation particulières, voire de simples stratégies de survie.

DE LA « PRODUCTION MIGRATOIRE » A LA « REGION MIGRATOIRE » : L'ESSOR D'UN NOUVEAU SECTEUR ECONOMIQUE DE SURVIE

Définir sommairement le « secteur informel » c'est tout d'abord accepter l'idée d'une certaine dualité au sein des villes du tiers monde qui dépasse bien sûr l'ancienne dichotomie secteur traditionnel-secteur moderne. De M. Santos (1985) qui partage l'espace urbain en deux « circuits », « supérieur » et « inférieur », à M. Naciri (1980) qui « trace une frontière concrète entre la ville et les formes d'habitat sous-intégrées », il y a une démarche similaire et logique qui consiste à opposer la ville des nantis à celle des pauvres. Au niveau le plus bas de la paupérisation urbaine, qui se traduit par l'extension des « petits métiers » et d'une *bidonvillisation* de plus en plus partout perceptible (7), les réponses de survie semblent varier à l'infini. Elles sont rarement violentes - la récente émeute dans l'une des *quebradas* vénézuéliennes (8) demeure l'exception - et cherchent déjà à tirer profit de toutes les potentialités, leurs buts essentiels étant de permettre « à une partie très importante de la population de survivre, et à l'économie de continuer à tourner » (G. Massiah et J.F. Trébillon, 1988).

Mais cette survie en milieu urbain s'affuble de concepts tels que « secteur informel » ou « secteur non structuré » ; peut-on toujours les utiliser ? Doit-on imperturbablement les relier à l'autosubsistance urbaine ? S'agit-il vraiment d'activités économiques nécessairement pauvres et involutives ? Il est très facile, dans un premier temps, d'opposer la notion d'un secteur pauvre et inorganisé (le *dzala raiky* de Tulear, par exemple) à celle d'un secteur moderne et performant. Pourtant, J. Charmes *et al.* (1985) ont récemment démontré que dans les secteurs informels de Niamey (Niger) ou de Tunisie qui constituent 40 % des emplois non agricoles, le revenu de l'entrepreneur « sédentaire » informel est respectivement 7,7 et 5 fois le Smig (1982 et 1981). « La valeur ajoutée par tête dans le secteur moderne des branches manufacturières n'est en Tunisie que 1,7 fois supérieure à ce qu'elle est dans le secteur non structuré, et ce rapport tombe à 1,3 dans le textile-habillement-cuir et à 1,2 dans le bois et les industries diverses » (*ibid.*). Ces auteurs montrent même que pour les « activités non sédentaires de Niamey, les « petites activités de rue, essentiellement commerciales, qui constituent le débouché de l'exode rural, représentent 35 % de l'emploi et procurent des revenus atteignant en moyenne 4,4 fois le Smig ».

(7) Selon Y. Lacoste, « pour les villes du tiers monde trois grands types furent distingués : les bidonvilles *stricto sensu* (...), les pseudo-villages suburbains (...) les quartiers urbains taudifiés et surpeuplés ».

(8) Le quotidien « Le Monde » du 7 mars 1989.

C. de Miras (1987) qui approuve globalement cette conception du secteur non structuré, demeure toutefois inquiet quant à sa systématisation : « qu'une partie spécifique de l'informel dégage des profits et soit engagée dans la spirale de la reproduction élargie, est un fait dont l'existence est repérée sinon nettement circonscrite, mais entretenir et perpétuer l'idée que ce processus est sectoriel, et donc étendu et même important, n'est pas conforme à la réalité du plus grand nombre. Par contre, la fonction dominante de l'économie informelle, la subsistance, elle, est patente ». Je ferai mienne cette conception très nuancée de C. de Miras.

On peut aussi insister sur le caractère plus structuré qu'il n'y paraît du secteur informel. Ainsi à Tulear, en relation avec les circuits commerciaux parallèles du *kinanga*, on peut démontrer qu'il existe une hiérarchie des emplois, du patron aux intermédiaires, en ne manquant pas de relever plusieurs niveaux d'employés, de sous-employés, etc. En fait, on en vient tout naturellement à admettre de grandes différences sociales et économiques au sein même de ce secteur informel qui recoupe des réalités très disparates : entre le « patron » d'un circuit commercial non déclaré et le petit vendeur de cacahuètes sur le trottoir, il y a au moins un fossé aussi large qu'entre un chef d'entreprise moderne et l'ouvrier spécialisé. Cela amène d'ailleurs à poser la question suivante : la prétendue frontière entre les deux « circuits » évoqués est-elle aussi nette que certains le disent ? Ma réponse catégorique se situera à trois niveaux, après avoir rappelé qu'effectivement il existe un monde misérable marginalisé qui n'a en commun avec les riches que la main tendue : *primo*, beaucoup d'individus travaillant dans le secteur moderne investissent dans l'informel ; *secundo*, il semble que beaucoup des activités urbaines soient mixtes, à la fois modernes et non structurées (illégalité fiscale, procès de production complexes, etc.) ; *tertio*, beaucoup de familles bourgeoises plus ou moins riches extorquent une « rente de misère » au sous-prolétariat permanent notamment sous la forme de services (réparation, domesticité, transport, etc.). L'organisation relative du secteur informel, les revenus non négligeables que l'on peut en tirer et, à l'opposé, la marginalisation d'un très grand nombre de pauvres en état de survie et complètement repliés sur eux-mêmes, laissent à penser enfin que ce secteur « inférieur », au moins en apparence, ne constitue plus une forte main-d'oeuvre de réserve. J. Charmes *et al.* (1985) qui, dans « l'armée de réserve » du secteur moderne écartent, à tort sans doute, tous les « migrants ruraux » pour y intégrer surtout ceux qu'ils nomment « les sortants du système éducatif », soulignent à juste titre pourtant que « l'articulation du secteur non structuré et du secteur moderne ne se ferait donc pas à travers un flux et un reflux de main-d'oeuvre ».

Le rapport économique qui existe obligatoirement entre les secteurs moderne et informel a été peu étudié même si les auteurs mentionnés ci-dessus reconnaissent l'existence d'un « flux de capitaux et d'énergie-travail du secteur moderne vers le secteur non structuré », ce qui déterminerait une influence directe du premier secteur sur le second. Je pense, sans pouvoir le prouver vraiment, que le secteur informel d'une ville du tiers monde ne peut dépasser un certain volume en relation avec celui qu'atteint le secteur moderne, ce dernier étant au moins égal à l'autre,

voire presque toujours un peu plus important, bien qu'en matière d'emplois, le secteur non structuré puisse être majoritaire. Cela signifierait que si, comme on le constate, il y a déliquescence du secteur moderne dans le tiers monde et *a fortiori* à Madagascar, le secteur informel régresse également quant au volume de ses activités. Comme l'exode rural se poursuit toujours avec une forte ampleur, il faut imaginer que de nouvelles stratégies économiques apparaissent, distinctes de l'informel classique. Cependant, cette différenciation doit être appréciée avec beaucoup de prudence dans la mesure où si, comme l'écrivent J. Charmes *et al.* (*ibid.*), «l'exode rural... vient gonfler démesurément le secteur non structuré des villes», la marge apparaît très étroite entre le milieu rural traditionnel et le secteur informel. Le Bureau International du Travail, au début des années 70, a d'ailleurs même considéré que le second n'était que la transposition du premier à la ville. Mais dans cette patiente recherche des différences qui, je le crois, sont plus que des nuances, on pourrait aussi établir une distinction entre un «secteur non structuré localisé sédentaire» (C. Robineau, 1985) et son opposé ou son complément, un secteur informel temporaire ; c'est ce dernier secteur que j'appelle la production migratoire», peaufinant ce nouveau concept par cet aphorisme de C. Robineau (*ibid.*) : «Les phénomènes de migration, à multi-objectifs, à la fois produits de l'histoire et exploités d'opportunités».

Il y aurait donc entre le milieu rural traditionnel qui secrète les migrations, et les villes «partagées» entre deux secteurs parfaitement intégrés et plus juxtaposés qu'en opposition, une «production migratoire» autant définie par la nature de ses activités que par l'interface ville-campagne qu'elle occupe. Parmi les activités des migrants rarement stabilisés, il y a bien sûr beaucoup de petits métiers urbains, certes faiblement organisés, davantage d'autosubsistance et souvent précaires (on peut évoquer à leur sujet l'informel pauvre) mais aussi un retour généralisé à la terre, voire simplement le maintien d'occupations agro-pastorales. Qu'il s'agisse de néo-ruraux en quête de terres parfois situées assez loin de leur résidence urbaine, de «paysans-ouvriers» tels que M. Camacho (1984) les décrits dans le péri-urbain de Tananarive ou de migrants «inachevés» qui conservent leurs terres et poursuivent leurs activités agricoles tout en s'installant en partie dans la ville, le phénomène reste à peu près le même partout : cette variante essentielle de la «production migratoire» intègre l'espace rural comme facteur de production. A ce propos, on fera remarquer qu'aux côtés des néo-migrants déracinés qui, malgré leur établissement en ville et des velléités d'intégrer l'informel urbain même pauvre, restent largement dépendants de leur milieu rural d'origine, apparaît également un groupe de citadins plus aisés cherchant malgré tout à arrondir leurs fins de mois difficiles par l'acquisition d'un lopin de terre *extra-muros*. Ces néo-ruraux peuvent être très nombreux, surtout dans les centres urbains de taille moyenne, à faible secteur moderne et situés, de surcroît, dans des régions faiblement peuplées.

A Morondava, alors qu'il y aurait moins de 10 % de vrais agriculteurs au sein de la population active (secteur primaire amputé des pêcheurs), près de 40 % des ménages pratiquent la riziculture, voire les cultures de manioc et de maïs, dans la basse vallée de la Morondava jusqu'à Analaiva (25 km environ en amont de la ville).

Les deux tiers de ces néo-ruraux ressortissent au secteur tertiaire : fonctionnaires, enseignants, employés divers, etc. La taille moyenne des tenures agricoles, qui intègrent cependant les concessions anciennes et nouvelles de la bourgeoisie foncière est de 2,7 ha et les revenus sont proportionnels à ceux qui sont gagnés en ville (Tableau II).

Tableau II - *Ensemble des revenus des néo-ruraux de Morondava (1988)*

Revenus mensuels urbains	Production rizicole extra-muros
Moins de 50 000 Fmg	1,02 t
De 50 à 100 000 Fmg	2,20 t

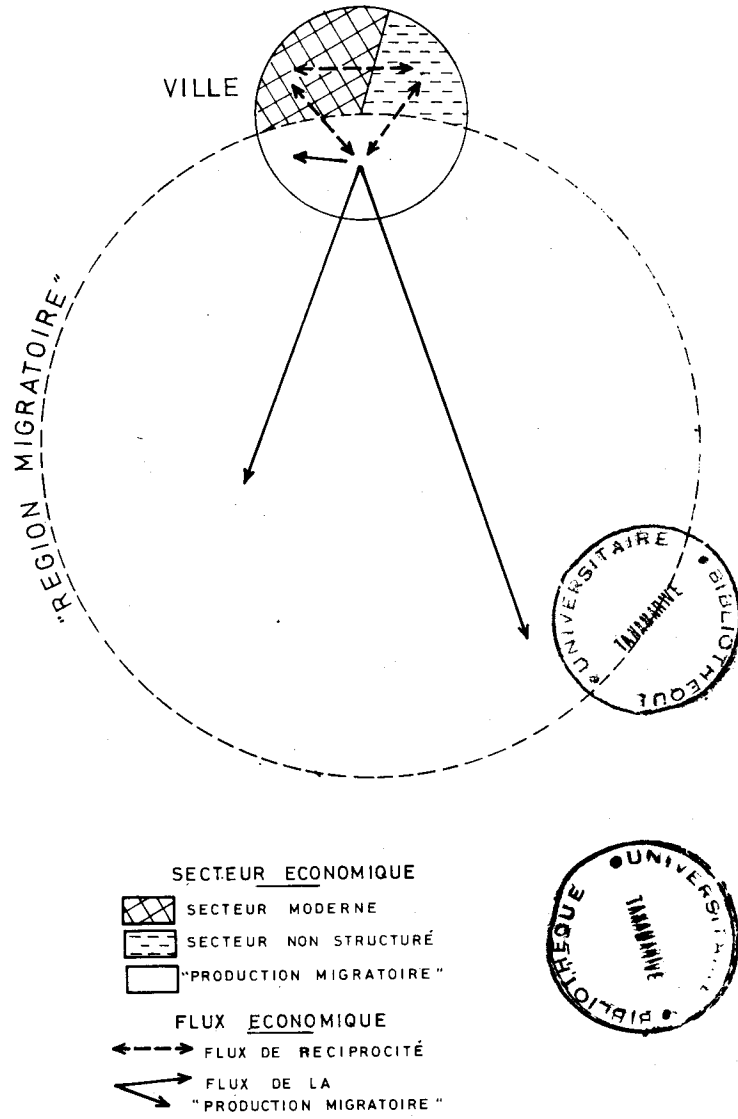
Enfin, ces néo-ruraux qui craignent sans doute de perdre leurs lopins de terre mis en valeur, les font de plus en plus immatriculer, ce qui rend leur entreprise parallèle quasi définitive.

Cette extension néo-rurale est aussi perceptible à Tulear où elle dépasse souvent les limites du péri-urbain. Ainsi, en 1986, au moment du « boom » cotonnier, beaucoup de cadres moyens et d'employés de la ville deviennent planteurs de coton (J.M. Hoerner, 1987) sur des terres qui peuvent se situer à plus de 100 km de leur résidence urbaine. Ces « agriculteurs par correspondance » comme l'un des techniciens de Hasyma (9) les a appelés, passent leurs week-ends à la campagne, répercutant logiquement leurs frais de déplacement dans leurs comptes d'exploitation, ce qui d'ailleurs remet en cause leurs activités néo-rurales dans la mesure où le seuil de rentabilité de 1 t/ha environ n'est pas atteint.

A ces exemples de néo-ruraux tout à fait particuliers et en expansion, il convient d'ajouter, comme le remarque M. O'Déy (1985) au Sénégal, « les relations non marchandes entre (la ville) Dakar et le milieu rural... qui concernent plus de 70 % de la population de Dakar ». Certes, cet auteur constate la réciprocité et la propension touristique de ce type de déplacement, mais la volonté de se ravitailler à bon compte à la campagne, voire d'y effectuer quelques travaux agricoles pendant la période des congés urbains, y reste indéniable. Je ne m'étendrai pas d'autre part sur les activités multiples à tendances spéculatives de nombreux migrants mahafaly qui investissent la ville de Tulear (J.M. Hoerner, 1985) : sommairement, il s'agit d'agro-éleveurs qui exploitent terres et troupeaux autour de la ville, jusqu'à plus de 100 km, qui résident en partie à Tulear (souvent par l'intermédiaire d'une femme - la polygamie reste très vivante chez les Mahafaly, correspondant fréquemment à une stratégie de contrôle de l'espace - et de ses enfants) où ils peuvent exercer en outre une activité salariée temporaire, et surtout qui cherchent à bénéficier au maximum des avantages d'un marché urbain très ouvert.

(9) Hasyma est une société d'Etat qui contrôle la culture cotonnière.

FIGURE 2 SCHEMA THEORIQUE DE LA PRODUCTION MIGRATOIRE ET DE LA REGION MIGRATOIRE DANS LE TERS MONDE PAUVRE



Les migrations mahafaly s'apparentent en fait à ce que C. Coquery-Vidrovitch et C. Meillassoux nomment respectivement « les migrations circulaires » ou « tournantes ». Comme l'écrit C. Coquery-Vidrovitch (1985), « c'est le mouvement *push-pull* analysé par les économistes anglo-saxons » dans lequel les migrants ne cessent d'aller et venir entre leurs villages d'origine - mais aussi des villages relais - et la ville. C. Meillassoux (1975) y voit à juste titre un moyen pour les entrepreneurs du secteur moderne urbain de tirer le profit maximum d'une main-d'oeuvre largement prise en charge par l'économie domestique (10).

Cette « production migratoire » qui se situe donc sur les marges des secteurs moderne et informel banalisés - avec lesquels bien sûr des relations de réciprocité existent - aurait une projection spatiale étendue à un interface ville-campagne. En reprenant l'expression de H. Béguin (1984), on pourrait même y deviner une « interaction spatiale ». Cet « espace d'attraction » qui est aussi un « espace de relation » coïncide assez bien avec la définition de la « région migratoire » proposée par A. Franqueville (1987) au Cameroun. Plus grande que la « banlieue migratoire » (*ibid.*) qui s'identifie au péri-urbain mais plus restreinte que « l'aire de recrutement » et le « champ migratoire » (*ibid.*) qui n'offrent que des caractéristiques démographiques liées à l'exode rural, la « région migratoire » est une nouvelle donnée du tiers monde, notamment pauvre et sous-peuplé, tout à fait conforme aux stratégies actuelles urbaines et surtout rurales. Si la ruralité pénètre les villes du tiers monde, ce n'est que par l'habitat - cf. les villages suburbains - c'est aussi par une « interaction spatiale » qui s'ajoute aux dynamiques modernes et informelles sédentaires dans un contexte d'autosubsistance et de survie. Cependant, on ne peut également exclure l'existence d'une « production migratoire » élargie bien que cela constitue encore l'exception.

Il reste à mieux délimiter les « régions migratoires » qui se constituent autour des centres urbains à forte expansion démographique, en rappelant avec H. Béguin (1984) que « toute interaction spatiale (qui) répond à un besoin... est entravée par la distance ». A. Franqueville (1987) estime les limites d'une « région migratoire » à un trajet maximum ville-campagne de deux heures par route ou par piste, ce qui correspond à une aire d'influence d'une centaine de kilomètres autour de la ville en tenant compte des axes de transport et des zones d'accessibilité (Fig. 2). Pour les migrants mahafaly qui « tournent » autour de Tulear, j'ai défini un « triangle migratoire » Tulear-Tongobory-Andranovory, ayant pour côtés le fleuve Onilahy, la RN 10 et la RN 7. La limite de deux heures de trajet y est à peu près respectée.

(10) A Tulear, une petite entreprise industrielle exploite de manière tout à fait inique une main-d'oeuvre constituée par des « migrants tournants ». Embauchés à l'essai, des hommes arrivés fraîchement dans la ville y travaillent dans des conditions particulièrement pénibles (chaleur et poussière) pour des salaires dérisoires. Au terme de trois mois de labeur, la quasi-totalité d'entre eux refusent l'engagement, ce qui arrange les affaires des industriels : bas salaires, aucune charge sociale, aucun droit à la retraite... Il faut considérer que ces migrants survivent grâce au système domestique qu'il n'ont pas vraiment quitté.

CONCLUSION

Sans vouloir, à partir de cette réflexion, définir une conception nomothétique, ce qui pourrait paraître prétentieux, je pense néanmoins que le secteur économique que j'ai été conduit à qualifier par un nouveau concept, « la production migratoire », correspond à une évolution très perceptible dans le tiers monde et *a fortiori* à Madagascar. Il s'agit, sans aucun doute, de stratégies plus rurales qu'urbaines - encore qu'il faille prendre en compte les néo-ruraux - qui occupent l'interface ville-campagne. On comprend pourquoi j'ai associé la « production migratoire » à la « région migratoire » telle que A. Franqueville (1987) l'a délimitée au Cameroun. Face à la déliquescence du secteur moderne urbain qui limiterait d'autant l'expansion de l'informel « sédentaire », et en tenant compte du *rural-urban continuum* qui gonfle démesurément les villes, la « production migratoire » associée à la « région migratoire » est appelée, hélas ! à se développer dans un contexte de paupérisation généralisée.

J.M. HOERNER

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- ANDRIANARIVELO R.V. et RANDRETSIA I. - 1985 - *Population de Madagascar*, Tananarive, Mrstd, 154 p.
- BAIROCH P. - 1985 - *De Jéricho à Mexico, villes et économie dans l'histoire*, Paris, Ed. Gallimard, 707 p.
- BEGUIN H. - 1984 - *La géographie économique*, Paris, Les concepts de la géographie humaine, Ed. Masson, pp. 111-120.
- BRUNEL S. et al. - 1987 - *Tiers mondes, controverses et réalités*, Paris, Ed. Economica, 519 p.
- CAMACHO M. - 1984 - *Les rapports ville-campagne dans la périphérie de Tananarive*, Tananarive, Terre malgache n° 22, pp. 105-158.
- CANNAT N. - 1987 - *Habitat*, Paris, L'état du tiers monde, Ed. La Découverte, pp. 85-92.
- CHARMES J., COUTY P. et WINTER G. - 1985 - *Rapports Nord-Sud : pour des stratégies de développement plus réalistes et mieux informées*, Paris, Economies en transition, Ed. Orstom, pp. 51-92.
- CHARRIER J.B. - 1988 - *Villes et campagnes*, Paris, Ed. Masson, 208 p.
- COQUERY-VIDROVITCH C. - 1985 - *Afrique noire, permanences et ruptures*, Paris, Ed. Payot, 440 p.
- COURADE G. et BRUNEAU M. - 1983 - *Développement rural et processus d'urbanisation dans le tiers monde*, Paris, Cahier des Sciences humaines, Vol. XIX, n° 1, Orstom, pp. 59-92.
- DE MIRAS C. - 1987 - *De l'accumulation du capital dans le secteur informel*, Paris, Cahiers des Sciences humaines, Vol. 23, n° 1, Ed. Orstom, pp. 49-74.
- FRANQUEVILLE A. - 1987 - *Une Afrique entre le village et la ville*, Thèse, Paris, Ed. Orstom, 646 p.
- HOERNER J.M. - 1987 - *Contribution géographique à l'étude du sous-développement régional du Sud-Ouest de Madagascar*, Thèse, à paraître, dupl.
- HOERNER J.M. - *La minorité indienne à Madagascar*, Bordeaux, Cahiers ethnologiques, Université de Bordeaux II, à paraître.
- HOERNER J.M. - *Le boeuf et la cohésion sociale au sein du « triangle migratoire » de Tulear*, Paris, Actes du Colloque de Tulear de juin 1988, Ed. Orstom, à paraître.
- LACOSTE Y. - 1980 - *Unité et diversité du tiers monde*, Thèse, Paris, Ed. F. Maspéro-Hérodote, 3 t., 530 p.
- LACOSTE Y. - 1980 - *Editorial*, le Colloque de Vincennes, Paris, Hérodote n° 19, pp. 3-12.
- LOOTVOET B. - 1988 - *L'artisanat et le petit commerce dans l'économie ivoirienne*, Thèse, Paris, Ed. Orstom, 417 p.
- MASSIAH G. et TREBILLON J.F. - 1988 - *Villes en développement*, Paris, Ed. La Découverte, 320 p.
- MEILLASSOUX C. - 1975 - *Femmes, greniers et capitaux*, Paris, Ed. F. Maspéro, 251 p.
- NACIRI M. - 1980 - *Les formes d'habitat sous-intégré*, Paris, Hérodote n° 19, pp. 13-70.
- O'DEYE M. - 1985 - *Les relations villes-campagnes intra-familiales : le cas de Dakar*, Paris, Nourrir les villes en Afrique subsaharienne, Ed. L'Harmattan, pp. 256-274.
- RAMAMONJISOA J., RAFIRINGA A.G. et RAKOTOARISOA P.E. - 1985 - *La bidonvillisation ou l'habitat sous-intégré dans l'espace tananarivien*, Tananarive, Doc. ronéo.
- ROBINEAU C. - 1985 - *A propos des stratégies concernant le milieu rural et le secteur non structuré*, Paris, Economies en transition, Ed. Orstom, pp. 93-95.
- SANTOS M. - 1971 - *Les villes du tiers monde*, Paris, Ed. Th. Génin, 428 p.
- SANTOS M. - 1975 - *L'espace partagé*, Paris, Ed. Th. Génin, 405 p.